

La Confederation Life a réalisé des bénéfices de 62 millions et n'a pas payé d'impôt sur ces bénéfices. Elle a contribué 11 186,52 \$ à la caisse du Parti conservateur.

La société Brascan a réalisé des bénéfices de 263 millions et n'a pas payé d'impôt. Elle a contribué 50 362,92 \$ à la caisse du Parti conservateur.

Edper Entreprises a réalisé des bénéfices de 52 millions de dollars et n'a pas payé d'impôt. On ne sait pas combien cette société a contribué à la caisse du Parti conservateur.

Fletcher Challenge Finance a réalisé des bénéfices de 24 millions de dollars et n'a pas payé d'impôt. Pourtant, cette société a contribué 30 000 \$ à la caisse du Parti conservateur.

North Canadian Oils a réalisé des bénéfices de 30 millions de dollars. Cette société n'a pas payé d'impôt mais a contribué 5 000 \$ à la caisse du Parti conservateur.

Ocelot Industries a réalisé des bénéfices de 432 millions de dollars, mais n'a pas payé un sou d'impôt.

Les bénéfices de PWA s'élevaient à 30 millions de dollars, mais cette société n'a pas payé un sou d'impôt.

Standard Trustco a réalisé des bénéfices de 30 millions de dollars et n'a pas payé d'impôt.

Tridel—un cas intéressant—a réalisé des bénéfices de 72 millions de dollars, mais n'a pas payé un sou d'impôt. Cette société a pourtant contribué 29 441,06 \$ à la caisse du Parti conservateur.

Xerox Canada a réalisé des bénéfices de 74 millions de dollars et n'a pas payé un sou d'impôt. Sa petite contribution à la caisse du Parti conservateur se chiffrait à 11 558 \$.

Je tiens à énumérer d'autres cas parce qu'ils sont assez intéressants.

Central Guaranty Trustco a réalisé des bénéfices de 75 millions de dollars. Cette société a reçu un crédit d'impôt de 2,86 millions de dollars et n'a pas payé d'impôt.

• (1530)

Les bénéfices de Goodyear Canada s'élevaient à 11 millions de dollars. Cette société a reçu 1,4 million de dollars du gouvernement et n'a pas payé d'impôt. Les bénéfices de Hemlo Gold Mines s'élevaient à 43 millions de dollars. Cette société a reçu 2,73 millions de dollars de subventions et n'a pas payé un sou d'impôt.

Magna International—en voilà un bel exemple—a réalisé des bénéfices de 19 millions de dollars, a reçu des crédits d'impôt totalisant 8,2 millions de dollars et n'a pas payé un sou d'impôt.

Initiatives ministérielles

MICC Investments a réalisé des bénéfices de 72 millions de dollars, a reçu 29,97 millions de crédits d'impôt et n'a pas payé un sou d'impôt.

Power Corporation, la plus grosse de toutes, a réalisé des bénéfices de 214 millions de dollars, a reçu 2,2 millions de crédits d'impôt et n'a pas payé d'impôt. Cette société a quand même contribué 72 000 \$ à la caisse du Parti conservateur.

Ranger Oil a réalisé des bénéfices de 15 millions de dollars, a reçu 4,07 millions de crédits d'impôt et n'a pas payé d'impôt. Cette société a contribué 36 000 \$ à la caisse du Parti conservateur.

On peut difficilement parler ici de réforme fiscale équitable. De plus en plus de Canadiens commencent à comprendre que le gouvernement les escroque lorsqu'il propose de réduire le déficit, deserre les cordons de leur bourse, de se serrer la ceinture, alors qu'il lance des programmes de réduction des services médicaux et des services aux personnes handicapées dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, annule des programmes visant à améliorer les services de garde d'enfants, tente de récupérer une partie des allocations familiales et des pensions de sécurité de la vieillesse et réduit considérablement le financement de VIA Rail et de Radio-Canada, sociétés qui favorisent l'unité du pays.

Le gouvernement dit aux Canadiens d'attendre moins de lui sous prétexte de réduire le déficit et il accorde en même temps aux sociétés des milliards de dollars en exonérations fiscales, reports d'impôt et toutes sortes d'échappatoires légales qu'il devrait supprimer s'il voulait vraiment réduire le déficit et procéder à une réforme de la fiscalité canadienne.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député d'Etobicoke-Nord a la parole pour participer au débat.

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Monsieur le Président, en présentant le projet de loi C-65, qui vise à autoriser des emprunts de quelque 25,5 milliards de dollars, le gouvernement admet, dans une certaine mesure, qu'il n'a pas réussi à bien administrer notre économie.

Le gouvernement a cherché de bien des façons à réduire l'inflation, à stimuler l'emploi et à favoriser la croissance économique. Dans la poursuite de chacun de ces buts, qu'il s'est lui-même fixés, il n'a malheureusement prévu aucune réduction du niveau de financement par le déficit ni aucune réduction des taux d'intérêt.

Le projet de loi C-65 fait ressortir encore une fois la politique du gouvernement conservateur qui consiste à emprunter pour combler son déficit, au lieu de réduire ses propres dépenses et les taux d'intérêt qu'il paie sur la dette accumulée.